

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Allianz Trade Défaillances d'entreprises

21 octobre 2025 PARIS Défaillances mondiales : toujours dans l'attente des droits de douane ? Allianz Trade prévoit de nouvelles hausses en 2025 et 2026, avec un tournant en 2027.

- Selon Allianz Trade, les défaillances d'entreprises dans le monde devraient augmenter de +6 % en 2025 et de +5 % en 2026, avant de reculer en 2027 (-1 %).
- L'impact des droits de douane sur les faillites pourrait être retardé jusqu'en 2026, avec un risque accru d'effets dominos.
- La forte création d'entreprises liée aux technologies ainsi qu'un éventuel éclatement du boom de IA pourraient accroître les risques d'insolvabilité, en particulier aux États-Unis et en Europe.
- L'Europe occidentale affiche des tendances mitigées, certains pays comme le Royaume-Uni et l'Espagne se stabilisant tandis que d'autres (France, Italie, Suisse et Allemagne) atteignent des niveaux records.

Allianz Trade publie sa dernière étude sur les défaillances d'entreprises analysant l'impact des récents droits de douane américains et des changements dans le commerce mondial sur les défaillances, et dévoile ses prévisions actualisées jusqu'en 2027. Selon le leader mondial de l'assurance-crédit, les défaillances d'entreprises à l'échelle mondiale atteindront un niveau élevé à la fin de 2025 (+6 %), avec un pic prévu en 2026, marquant une cinquième hausse consécutive des défaillances (+5 %). Pour 2027, Allianz Trade prévoit une légère baisse (-1 %).

Une quatrième hausse consécutive en Europe occidentale

Selon Allianz Trade, l'augmentation du nombre de défaillances d'entreprises sera également visible en Europe (+6 % par rapport à l'année précédente), avec un rythme similaire pour la zone euro (+7 %). Cela représente un nombre de cas légèrement supérieur (+3 points de pourcentage) par rapport à nos prévisions précédentes de +3 %, et +1 point de pourcentage pour la zone euro), marquant une quatrième année consécutive de hausse des défaillances. Cette tendance place l'Europe de l'Ouest nettement au-dessus du nombre de cas enregistrés avant la pandémie (+28 % par rapport à la moyenne 2016-2019, contre +21 % en 2024).

La plupart des pays d'Europe occidentale (13 sur 17 dans notre échantillon) continuent d'enregistrer des hausses en 2025, les plus fortes augmentations étant observées en Italie (+38 %), en Suisse (+26 %) et en Allemagne (+11 %). Le Royaume-Uni et l'Espagne se stabilisent, tandis que cinq pays affichent



une baisse du nombre de cas : la Suède, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal et le Danemark (pour la deuxième année consécutive). Dans l'ensemble, la dynamique s'essouffle dans la plupart des pays par rapport à la forte augmentation observée au cours des trois dernières années, la hausse de l'indice régional affichant un nouveau ralentissement (de +11 % en 2024, +16 % en 2023 et +24 % en 2022).

Pour 2026, nous prévoyons une baisse généralisée mais modérée des défaillances dans les pays d'Europe occidentale (-2 % et -1 % pour la zone euro), à l'exception notable de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne. Cette baisse devrait s'accélérer en 2027 (-5 % et -3 % pour la zone euro). Selon notre scénario, la plupart des pays européens enregistreront encore plus de défaillances qu'entre 2016 et 2019 jusqu'en 2026, à l'exception des Pays-Bas, de la Norvège, du Danemark, du Portugal et de l'Italie.

Tarifs douaniers: impact différé, risque persistant

Les droits de douane généralisés imposés par l'administration Trump, qui atteindront un taux effectif de 14 % d'ici la fin de l'année, ont un impact hétérogène sur les entreprises. Les entreprises américaines ont été assez protégées jusqu'à présent, bénéficiant des ajustements de prix des exportateurs étrangers et du réacheminement généralisé des marchandises via des pays tiers tels que l'Inde et le Vietnam, ce qui a permis de limiter les coûts et les défaillances. Toutefois, si le commerce mondial ralentit, plusieurs économies fortement dépendantes des exportations pourraient en ressentir les effets.

« Au cours du premier semestre 2025, les effets protecteurs des droits de douane et leur faible répercussion ont contribué à réduire les défaillances aux États-Unis de 4 points de pourcentage, la bonne tenue de la demande ayant compensé la plupart des effets négatifs. Mais les économies tirées par l'export devraient connaître une augmentation des défaillances : dans le pire des scénarios, le Canada pourrait compter 1 900 entreprises en faillite supplémentaires, la France 6 000, l'Espagne jusqu'à 2 900 et les Pays-Bas 700. En revanche, nous constatons un impact négligeable en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie et en Belgique, soit en raison de la diversification des marchés d'exportation, soit d'une base nationale plus importante ou encore d'une situation financière plus solide », déclare Maxime Lemerle, Responsable de la recherche défaillances chez Allianz Trade.

Une hausse plus forte en 2026

Ces perspectives conduisent Allianz Trade à maintenir ses prévisions à l'échelle mondiale en matière de défaillances d'entreprises pour 2025, avec une hausse attendue de +6 %. Cela fait suite à une augmentation de +10 % en 2024, ce qui signifie que les défaillances mondiales atteindront leur plus haut niveau depuis 2019 et se situeront +19 % au-dessus des moyennes d'avant la pandémie. Les données cumulées depuis le début de l'année montrent déjà des augmentations significatives dans toutes les régions, en particulier en Asie et en Europe occidentale, avec des hausses notables en Italie (+38 %) et en Suisse (+26 %). Mais qu'en sera-t-il en 2026 ?

« A mesure que les stratégies d'atténuation s'épuisent et que les effets secondaires se font sentir, les répercussions de la guerre commerciale pourraient bientôt mettre à l'épreuve la résilience des entreprises. Les risques d'effets dominos liés à l'augmentation des défaillances de grandes entreprises augmentent également. Il en résulte une augmentation des risques de non-paiement : nous prévoyons désormais une hausse de +5 % des défaillances d'entreprises à l'échelle mondiale en 2026, contre +3 % dans nos prévisions précédentes. Avec cette cinquième augmentation consécutive,



notre indice mondial des faillites se situera environ 24 % au-dessus de sa moyenne d'avant pandémie. Cependant, même si l'amélioration sera progressive, la tendance pourrait s'inverser en 2027, avec une baisse de -1 % des défaillances d'entreprises à l'échelle mondiale », explique Aylin Somersan Coqui, CEO d'Allianz Trade.

À l'avenir, Allianz Trade s'attend à ce que la résilience des entreprises soit mise à l'épreuve par trois vulnérabilités critiques : (i) une croissance économique modérée, le rythme aux États-Unis et dans la zone euro devant rester inférieur au seuil nécessaire pour stabiliser les défaillances ; (ii) des conditions de financement strictes, avec des taux d'intérêt toujours élevés et une offre de crédit limitée qui pèsent sur les entreprises fortement endettées et à besoin en fond de roulement élevé, en particulier les PME ; (iii) les faiblesses sectorielles, les vulnérabilités étant particulièrement aiguës dans les secteurs de la construction et de l'automobile en raison des taux d'intérêt élevés, des bouleversements technologiques et de la concurrence accrue.

Le boom des technologies et de l'IA pourrait alimenter de nouvelles défaillances

Au cours des dernières années, la création d'entreprises s'est accélérée, en particulier en Europe, où les nouvelles immatriculations ont augmenté de 9 % entre 2021 et 2024 par rapport à 2016-2019, et aux États-Unis, où les demandes de création d'entreprises ont augmenté de 36 %. Cette prolifération de nouvelles entreprises augmente les risques de défaillances par le biais de multiples mécanismes.

« Au lendemain de la pandémie, certains pays ont connu une forte augmentation de la création d'entreprises en raison de l'accélération de la numérisation et de l'essor de « l'économie des petits boulots » (gig economy). Cela augmente les risques de défaillances en Italie, en France, au Portugal et, dans une moindre mesure, en Belgique. De plus, nous estimons que la fin du boom de l'IA, un choc similaire à la bulle Internet, pourrait entraîner 4 500 défaillances supplémentaires aux États-Unis, 4 000 en Allemagne, 1 000 en France et 1 100 au Royaume-Uni », conclut Ano Kuhanathan, Responsable de la recherche sectorielle chez Allianz Trade.

Contact Allianz Trade

Sandra Ciavarella +33 6 25 15 93 93 sandra.ciavarella@allianz-trade.com

Follow us

https://www.linkedin.com/company/allianz-trade-france/https://twitter.com/AllianzTradeFR

Contacts Verbatee

Jérôme Goaër & Florence Bastien + 33 6 61 61 79 34 / +33 6 61 61 78 55 i.goaer@verbatee.com f.bastien@verbatee.com

A propos d'Allianz Trade

Allianz Trade est le leader mondial de l'assurance-crédit commercial et un spécialiste reconnu dans les domaines de la caution, du recouvrement, du financement structuré et du risque politique. Notre réseau d'intelligence propriétaire repose sur un accès instantané aux données de plus de 289 millions d'entreprises. Nous donnons aux entreprises la confiance nécessaire pour commercer en sécurisant leurs paiements. Nous indemniserons votre entreprise en cas de créance douteuse, mais plus important encore, nous vous aidons à éviter les créances douteuses en premier lieu. Chaque fois



que nous fournissons une assurance-crédit ou d'autres solutions financières, notre priorité est la protection prédictive. Mais lorsque l'imprévu survient, notre note de crédit AA signifie que nous disposons des ressources, soutenues par Allianz, pour fournir une indemnisation afin de maintenir votre activité. Basé à Paris, Allianz Trade est présent dans plus de 40 pays avec 5 800 employés. En 2024, notre chiffre d'affaires consolidé était de 3,8 milliards d'euros et les transactions commerciales mondiales assurées représentaient 1 400 milliards d'euros d'exposition. Pour plus d'informations, rendez-vous sur <u>allianz-trade.fr</u>.

Cautionary note regarding forward-looking statements

The statements contained herein may include prospects, statements of future expectations and other forward-looking statements that are based on management's current views and assumptions and involve known and unknown risks and uncertainties. Actual results, performance or events may differ materially from those expressed or implied in such forward-looking statements. Such deviations may arise due to, without limitation, (I) changes of the general economic conditions and competitive situation, particularly in the Allianz Group's core business and core markets, (II) performance of financial markets (particularly market volatility, liquidity and credit events), (III) frequency and severity of insured loss events, including from natural catastrophes, and the development of loss expenses, (IV) mortality and morbidity levels and trends, (V) persistency levels, (VI) particularly in the banking business, the extent of credit defaults, (VII) interest rate levels, (VIII) currency exchange rates including the euro/US-dollar exchange rate, (IX) changes in laws and regulations, including tax regulations, (X) the impact of acquisitions, including related integration issues, and reorganization measures, and (XI) general competitive factors, in each case on a local, regional, national and/or global basis. Many of these factors may be more likely to occur, or more pronounced, as a result of terrorist activities and their consequences.